

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

NOVEMBRE
2016

PRINCIPALES TENDANCES

A fin novembre 2016 et en comparaison avec la même période de 2015, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître les principales évolutions ci-après :

Au niveau des recettes

Une augmentation des recettes ordinaires de 4,8% provenant de :

- 1- la hausse des recettes douanières de 6,1% : droits de douane (+18,2%), TVA à l'importation (+5,5%) et taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+1,1%) ;
- 2- l'augmentation de la TIC sur les tabacs manufacturés (+10%) et des autres TIC (+6,9%);
- 3- la hausse de 4,1% de la fiscalité domestique : IS (+6,5%), IR (+5%), TVA à l'intérieur (-5,4%), droits d'enregistrement et timbre (+8,5%) et majorations de retard (+12,5%).

Les recettes de l'IS ont augmenté de 6,5% ou +2,2 MMDH, sachant qu'à fin novembre 2015 l'IS avait enregistré une baisse de 2,4% par rapport à son niveau à fin novembre 2014 ou -808 MDH (33,5 MMDH contre 34,3 MMDH). La hausse des recettes de l'IS s'explique en grande partie par le bon comportement, durant 2015, des résultats de certaines grandes entreprises (OCP, ANRT, BCP, CIH, SODEP, cimenteries, ...).

Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 7.245 MDH à fin novembre 2016 contre 4.736 MDH à fin novembre 2015.

- 4- l'augmentation des recettes non fiscales de 2,8% en raison notamment de la rentrée de 570 MDH au titre de la cession des parts de l'Etat dans la société SOMED, de la hausse de 4,4% des recettes de monopoles (7,4 MMDH contre 7,1 MMDH) et du recul de 56,8% des recettes en atténuation de dépenses de la dette (1,9 MMDH contre 4,3 MMDH), de 60,6% des fonds de concours (930 MDH contre 2,4 MMDH) et de 45,5% de la redevance gazoduc (897 MDH contre 1,6 MMDH).

Au niveau des dépenses

- un taux d'engagement global des dépenses de 75% et un taux d'émission sur engagements de 88%, contre respectivement 76% et 89% un an auparavant ;
- des dépenses ordinaires émises en baisse de 0,1%, en raison de la diminution de 41,2% des émissions au titre de la compensation, conjuguée à l'augmentation de 2% des dépenses de personnel, de 9,7% des autres biens et services et de 0,7% des charges en intérêts de la dette ;
- des dépenses d'investissement émises en augmentation de 15%, passant de 47,8 MMDH à fin novembre 2015 à 54,9 MMDH à fin novembre 2016.

Soldes du Trésor

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, l'exécution de la loi de finances fait ressortir :

- un solde ordinaire positif de 6,4 MMDH contre un solde négatif de 2,4 MMDH un an auparavant ;
- un déficit du Trésor de 37 MMDH, compte tenu d'un solde positif de 11,5 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST), contre un déficit du Trésor de 42,9 MMDH à fin novembre 2015 compte tenu d'un solde positif de 7,3 MMDH dégagé par les CST.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte de la rentrée de 4,5 MMDH au titre des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe et de 965 MDH représentant la part de l'Etat dans la cession de 40% du capital de Marsa Maroc.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Hors TVA des collectivités territoriales) En millions de dirhams

	Novembre 2015	LF 2016	Novembre 2016	Taux de réalisation	Variation en %
1- RECETTES ORDINAIRES	180 956	209 156	189 613	91%	4,8%
1.1- Recettes fiscales :	160 339	191 695	168 399	88%	5,0%
Impôts directs	68 690	85 504	72 671	85%	5,8%
Impôts indirects	70 691	81 008	72 308	89%	2,3%
Droits de douane	7 054	7 903	8 337	105%	18,2%
Droits d'enregistrement et de timbre	13 904	17 280	15 083	87%	8,5%
1.2- Recettes non fiscales :	18 083	14 161	18 592	131%	2,8%
Monopole et participations	7 125	8 330	7 440	89%	4,4%
Privatisation	0	0	570		
Domaine	250	350	265	76%	6,0%
Autres recettes ⁽¹⁾	10 708	5 481	10 317	188%	-3,7%
1.3- Recettes de certains CST :	2 534	3 300	2 622	79%	3,5%
Fonds de soutien prix prdts alimentaires	230	800	266	33%	15,7%
Fonds spécial routier	2 304	2 500	2 356	94%	2,3%
2- DEPENSES ORDINAIRES⁽²⁾	183 400	212 443	183 216	86%	-0,1%
2.1- Biens et services :	141 117	167 809	147 583	88%	4,6%
Personnel	93 766	106 776	95 651	90%	2,0%
Autres biens et services	47 351	61 033	51 932	85%	9,7%
2.2- Intérêts de la dette :	25 703	28 284	25 878	91%	0,7%
Intérieure	22 718	24 299	22 977	95%	1,1%
Extérieure	2 985	3 985	2 901	73%	-2,8%
2.3- Compensation	16 580	16 350	9 755	60%	-41,2%
- Fonds de soutien prix prdts alimentaires	0	800	300	38%	
3- SOLDE ORDINAIRE	-2 444	-3 287	6 397		
4- INVESTISSEMENT⁽²⁾	47 762	63 892	54 905	86%	15,0%
- Fonds spécial routier	2 501	2 500	2 456	98%	-1,8%
5- SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	7 307	12 229	11 549		
6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL⁽³⁾	-42 899	-54 950	-36 959		
7- VARIATION INSTANCES	-3 223	0	-1 285		
8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	-46 122	-54 950	-38 244		
9- FINANCEMENT INTERIEUR :	47 812	32 741	36 224		
Dont :					
Adjudications	44 980		16 517		
Dépôts au Trésor	1 835		5 289		
Compte courant à BAM	-890		102		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR :	-1 690	22 209	2 020		
Tirages et dons	6 578	26 796	9 467		
Amortissement	-8 268	-4 587	-7 447		

(1) les autres recettes se composent des fonds de concours, des recettes en atténuation de dépenses, de la redevance gazoduc et des recettes diverses des différents ministères

(2) les dépenses sont présentées sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés par les comptables assignataires, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi organique relative à la loi de finances)

(3) tel qu'il ressort des recettes prévues et des crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2016.

RECETTES ORDINAIRES					
	Novembre 2015	LF 2016	Novembre 2016	Taux de réalisation	Variation en %
RECETTES FISCALES	160 339	191 695	168 399	88%	5,0%
IMPÔTS DIRECTS	68 690	85 504	72 671	85%	5,8%
<i>Taxe Professionnelle</i>	308	317	315	99%	2,3%
<i>Impôt sur les Sociétés</i>	33 460	44 255	35 622	80%	6,5%
<i>Impôt sur le Revenu</i>	33 313	38 614	34 970	91%	5,0%
<i>Taxe d'Habitation</i>	28	46	31	67%	10,7%
<i>Majorations de retard</i>	1 531	2 226	1 722	77%	12,5%
<i>Autres⁽¹⁾</i>	50	46	11	24%	-78,0%
DROITS DE DOUANE	7 054	7 903	8 337	105%	18,2%
IMPÔTS INDIRECTS	70 691	81 008	72 308	89%	2,3%
TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION :	22 935	25 500	23 967	94%	4,5%
<i>Tabacs manufacturés</i>	7 851	9 050	8 633	95%	10,0%
<i>Produits énergétiques</i>	13 747	14 850	13 905	94%	1,1%
<i>Autres</i>	1 337	1 600	1 429	89%	6,9%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE :	47 756	55 508	48 341	87%	1,2%
<i>à l'intérieur</i>	18 700	22 122	17 686	80%	-5,4%
<i>à l'importation</i>	29 056	33 386	30 656	92%	5,5%
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	13 904	17 280	15 083	87%	8,5%
RECETTES NON FISCALES	18 083	14 161	18 592	131%	2,8%
<i>Domaine</i>	250	350	265	76%	6,0%
<i>Monopoles et participations</i>	7 125	8 330	7 440	89%	4,4%
<i>Privatisation</i>	0	0	570		
<i>Fonds de concours</i>	2 363	0	930		-60,6%
<i>Recettes en atténuation de dépenses</i>	4 346	1 058	1 879	178%	-56,8%
<i>Redevance gazoduc</i>	1 647	2 000	897	45%	-45,5%
<i>Recettes diverses⁽²⁾</i>	2 352	2 423	6 611	273%	181,1%
RECETTES DE CERTAINS CST	2 534	3 300	2 622	79%	3,5%
<i>Fonds de soutien des prix produits alimentaires</i>	230	800	266	33%	15,7%
<i>Fonds spécial routier</i>	2 304	2 500	2 356	94%	2,3%
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES	180 956	209 156	189 613	91%	4,8%

(1) les autres impôts directs se composent pour l'essentiel de la taxe de licence sur les débits de boissons

(2) les recettes diverses sont constituées des recettes des différents ministères notamment les amendes transactionnelles et forfaitaires, les droits de chancelleries,...

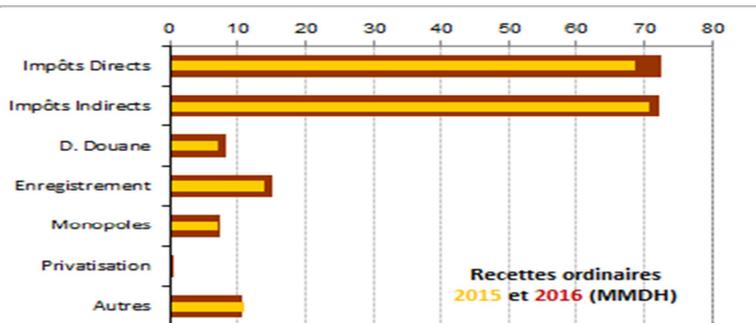
La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin novembre 2016 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 4,8% et une baisse des dépenses ordinaires émises de 0,1%, dégagant ainsi un solde ordinaire positif de 6,4 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 38,2 MMDH et d'un flux net positif du financement extérieur de 2 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 36,2 MMDH.

1-RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires se sont établies à 189,6 MMDH contre 181 MMDH à fin novembre 2015, en augmentation de 4,8%.

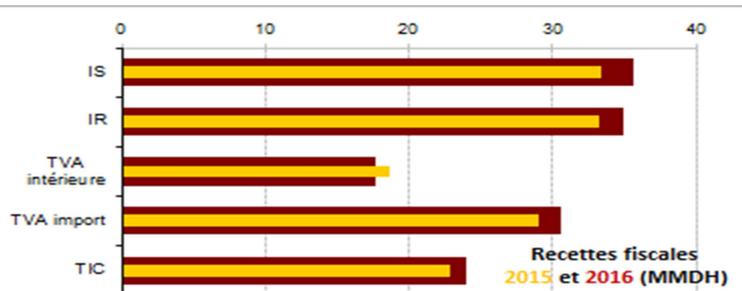
Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 5,8%, des droits de douane de 18,2%, des impôts indirects de 2,3%, des droits d'enregistrement et de timbre de 8,5% et des recettes non fiscales de 2,8%.



1.1-RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales ont été de 168,4 MMDH contre 160,3 MMDH à fin novembre 2015, en hausse de 5%.

L'évolution des recettes fiscales résulte de l'augmentation des recettes douanières de 6,1% et de la fiscalité domestique de 4,1%.



1.1.1-RECETTES DOUANIERES

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 52,9 MMDH à fin novembre 2016 contre 49,9 MMDH un an auparavant, en hausse de 6,1% ou +3 MMDH par rapport à leur niveau à fin novembre 2015.

- Droits de douane

Les recettes des droits de douane réalisées à fin novembre 2016 ont atteint 8,3 MMDH contre 7,1 MMDH un an auparavant, soit une augmentation de 18,2% ou +1,3 MMDH.

- TVA à l'importation

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 30,7 MMDH à fin novembre 2016 contre 29,1 MMDH à fin novembre 2015, enregistrant ainsi une hausse de 5,5% ou +1,6 MMDH, sachant qu'à fin novembre 2015 la TVA à l'importation avait connu une baisse de 2,6% par rapport à son niveau à fin novembre 2014 (29,1 MMDH contre 29,8 MMDH). La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une baisse de 10,5% ou -532 MDH et celle sur les autres produits une hausse de 8,9% ou +2,1 MMDH.

- TIC sur les produits énergétiques

La TIC sur les produits énergétiques a atteint 13,9 MMDH contre 13,7 MMDH, en augmentation de 1,1% par rapport à son niveau de fin novembre 2015 ou +158 MDH.

1.1.2-FISCALITE DOMESTIQUE

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 105,4 MMDH à fin novembre 2016 contre 101,3 MMDH à fin novembre 2015, soit une augmentation de 4,1% ou +4,1 MMDH.

- Impôt sur les sociétés

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 35,6 MMDH à fin novembre 2016 contre 33,5 MMDH un an auparavant, en augmentation de 6,5% ou +2,2 MMDH, sachant qu'à fin novembre 2015 l'IS avait enregistré une baisse de 2,4% par rapport à son niveau à fin novembre 2014 ou -808 MDH (33,5 MMDH contre 34,3 MMDH). L'augmentation des recettes de l'IS s'explique en grande partie par le bon comportement, durant l'année 2015, des résultats de certaines grandes entreprises (OCP, ANRT, BCP, CIH, SODEP, cimenteries, ...).

- Impôt sur le revenu

Les recettes de l'IR à fin novembre 2016 ont enregistré une augmentation de 5% par rapport à leur niveau à fin novembre 2015 (35 MMDH contre 33,3 MMDH), soit +1,7 MMDH.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une hausse de 22% ou +714 MDH par rapport à leur niveau de 2015 (3,9 MMDH contre 3,2 MMDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré un accroissement de 4,3%.

Recettes de l'Impôt sur le Revenu			
	Novembre 2015	Novembre 2016	Evolution en %
IR total	33 313	34 970	5,0%
dont IR prélevé par la DDP	7 881	8 219	4,3%

- TVA à l'intérieur

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin novembre 2016 se sont établies à 17,7 MMDH contre 18,7 MMDH un an auparavant, soit une baisse de 5,4% ou -1 MMDH. Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 7.245 MDH à fin novembre 2016 contre 4.736 MDH à fin novembre 2015.

- Droits d'enregistrement et de timbre

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont été de 15,1 MMDH à fin novembre 2016 contre 13,9 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 8,5% ou +1,2 MMDH, provenant en partie de l'augmentation des recettes de la TSAVA (+234 MDH).

Les recettes des droits d'enregistrement et du timbre tiennent compte d'un montant de 514 MDH perçu au titre de la fusion ONE-ONEP, suite à l'application, à partir de la loi de finances 2010, des droits d'enregistrement aux opérations de cession d'actions des sociétés non cotées en Bourse, montant pris en charge au niveau du chapitre des charges communes de fonctionnement du budget général.

- Autres impôts directs

Les autres impôts directs ont enregistré une augmentation de 8,4% résultant principalement de la hausse de 12,5% des majorations de retard.

1.2-RECETTES NON FISCALES

Les recettes non fiscales se sont établies à 18,6 MMDH contre 18,1 MMDH un an auparavant, en hausse de 2,8% ou +509 MDH, en raison notamment de la rentrée de 570 MDH au titre de la cession des parts de l'Etat dans SOMED, de l'augmentation de 4,4% des recettes de monopoles, conjuguée à la baisse de 56,8% des recettes en atténuation des dépenses de la dette (1,9 MMDH contre 4,3 MMDH), de 60,6% des fonds de concours (930 MDH contre 2,4 MMDH) et de 45,5% de la redevance gazoduc (897 MDH contre 1,6 MMDH).

- Monopole et participations

Les recettes des monopoles et participations ont atteint 7,4 MMDH à fin novembre 2016 contre 7,1 MMDH à fin novembre 2015, en hausse de 4,4% ou +315 MDH.

Les recettes à fin novembre 2015 tiennent compte d'un montant de 1,7 MMDH au titre de l'attribution des licences 4G.

Les recettes à fin novembre 2016 ont été versées notamment par l'OCP (2 MMDH contre 1 MMDH), Maroc Télécom (1,4 MMDH contre 1,6 MMDH), l'Agence nationale de la conservation foncière (1,3 MMDH), Marsa Maroc (750 MDH contre 250 MDH) et Bank Al-Maghrib (402 MDH contre 621 MDH).

Produit des monopoles et participations				
	Novembre 2015	LF 2016	Novembre 2016	Taux de réalis.
B.A.M	621	660	402	61%
I.A.M	1 647	1 550	1 426	92%
O.C.P	1 000	2 000	2 000	100%
ANCFCC	0	1 500	1 250	83%
C.D.G	340	350	0	0%
Autres	3 517	2 270	2 362	104%
TOTAL	7 125	8 330	7 440	89%

- Privatisation

A fin novembre 2016, la cession des parts de l'Etat dans la société SOMED a rapporté 570 MDH, sachant qu'aucune opération à ce titre n'a été réalisée un an auparavant.

- Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une baisse de 3,7% qui s'explique notamment par la diminution de 56,8% des recettes en atténuation des dépenses de la dette (1,9 MMDH contre 4,3 MMDH), de 60,6% des fonds de concours (930 MDH contre 2,4 MMDH) et de 45,5% de la redevance gazoduc (897 MDH contre 1,6 MMDH).

Structure des recettes ordinaires

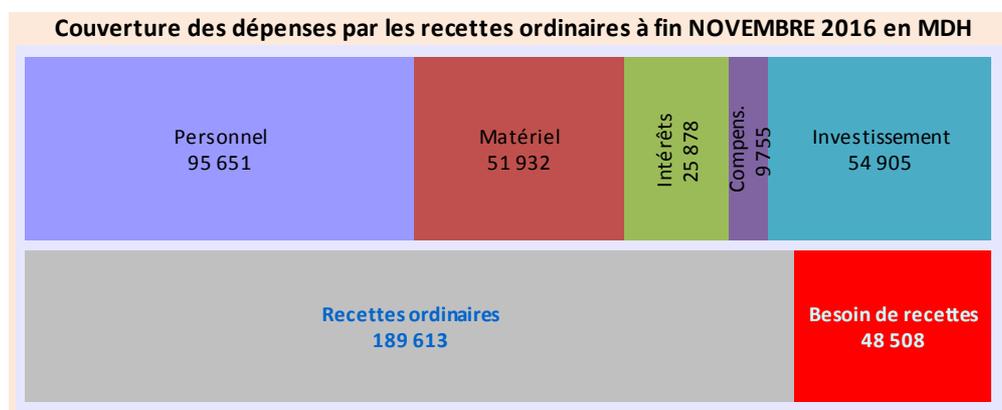
A fin novembre 2016, les dix principales natures de recettes ci-après représentent 92,8% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 48,3 MMDH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

Principales natures de recettes du budget général à fin NOVEMBRE 2016

	Nature	Recettes ordinaires en millions DH	Evol en %	Structure
1	Taxe sur la valeur ajoutée	48 342	▲ 1,2%	25,5%
	- à l'importation	30 656	▲ 5,5%	16,2%
	- à l'intérieur	17 686	▼ 5,4%	9,3%
2	Impôt sur les sociétés	35 622	▲ 6,5%	18,8%
3	Impôt sur le revenu	34 970	▲ 5,0%	18,4%
4	Droits d'enregistrement	15 083	▲ 8,5%	8,0%
5	TIC prod. énergétiques	13 905	▲ 1,1%	7,3%
6	TIC tabacs manufacturés	8 633	▲ 10,0%	4,6%
7	Droits de douane	8 337	▲ 18,2%	4,4%
8	Monopoles	7 440	▲ 4,4%	3,9%
9	Rec. atténuation dép. dette	1 879	▼ 56,8%	1,0%
10	Majorations de retard	1 722	▲ 12,5%	0,9%

Couverture des dépenses par les recettes ordinaires

A fin novembre 2016, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 103,5% contre 98,7% un an auparavant. Ainsi, à fin novembre 2016, 50,4% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 27,4% aux dépenses de matériel et 13,6% aux charges en intérêts de la dette.



Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

2- DEPENSES

Sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), l'exécution des dépenses de l'Etat se présente comme suit :

2.1- ENGAGEMENTS

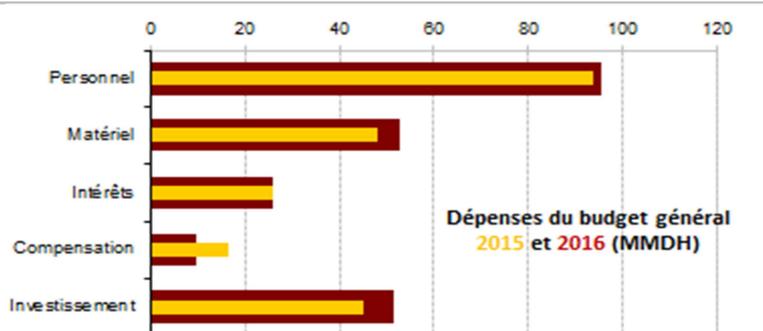
A fin novembre 2016, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 380,2 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 75% contre 76% à fin novembre 2015. Le taux d'émission sur engagements a été de 88% contre 89% un an auparavant.

Situation des engagements ^(*) de dépenses 2016					
	Crédits Disponibles	Engagements	Emissions	Taux d'engagement	Taux d'émission sur engagement
	1	2	3	(2) / (1)	(3) / (2)
Fonctionnement	184 904	162 963	157 685	88%	97%
Investissement	81 118	70 353	51 652	87%	73%
C.S.T	161 928	82 981	61 431	51%	74%
SEGMA	6 828	4 021	2 392	59%	59%
Dette	69 192	59 890	59 890	87%	100%
TOTAL	503 970	380 208	333 050	75%	88%

(*) Intégrant des émissions non soumises à engagement (personnel, dette, ...)

2.2- DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 269,2 MMDH à fin novembre 2016, en baisse de 1% par rapport à leur niveau à fin novembre 2015, en raison de la diminution de 0,6% des dépenses de fonctionnement et de 12,3% des charges de la dette budgétisée¹, conjuguée à la hausse de 14,8% des dépenses d'investissement.



DEPENSES EMISES AU TITRE DU BUDGET GENERAL					
	Emissions 2015	LF 2016	Emissions 2016	Réalisé	Variation
Fonctionnement	158 610	183 359	157 685	86%	-0,6%
Investissement	45 010	61 392	51 652	84%	14,8%
Dette	68 270	69 192	59 890	87%	-12,3%
TOTAL	271 890	313 943	269 227	86%	-1,0%

La diminution des charges de la dette budgétisée s'explique par la baisse de 20,1% des remboursements du principal (34 MMDH contre 42,6 MMDH) et par la hausse de 0,7% des intérêts de la dette (25,9 MMDH contre 25,7 MMDH).

2.2.1- FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 157,7 MMDH, dont 95,7 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 2%. Les dépenses de matériel ont augmenté de 9,5% (32,9 MMDH contre 30,1 MMDH) et les charges communes ont enregistré une baisse de 16,3% (29,1 MMDH contre 34,8 MMDH) en raison de la diminution de 43% des émissions de la compensation (9,5 MMDH contre 16,6 MMDH).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2015	LF 2016	2016	Réalisé	Variation
Personnel	93 766	106 776	95 651	90%	2,0%
Matériel	30 075	35 101	32 936	94%	9,5%
Charges communes	34 769	38 182	29 098	76%	-16,3%
dont compensation	16 580	15 550	9 455	61%	-43,0%
Dépenses imprévues		3 300			
TOTAL	158 610	183 359	157 685	86%	-0,6%

Dépenses de personnel

Les salaires servis par la TGR à fin novembre 2016 se sont établis à 95,7 MMDH contre 93,8 MMDH une année auparavant, soit une augmentation de 2% ou +1,9 MMDH. Les salaires servis par la DDP ont été de 84,2 MMDH, en hausse de 1,6% par rapport à leur niveau à fin novembre 2015, en raison de l'augmentation de la masse salariale structurelle de 0,7% et des rappels de 27,8%.

¹ Dette dont la maturité est égale ou supérieure à 5 ans

Autres biens et services

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 51,9 MMDH, en hausse de 9,7% ou +4,6 MMDH. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (CMR) (11,5 MMDH contre 11,4 MMDH), aux divers établissements et entreprises publics (16 MMDH contre 14,1 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (4,4 MMDH contre 2,5 MMDH).

Intérêts de la dette

Les charges en intérêts de la dette ont été de 25,9 MMDH à fin novembre 2016 contre 25,7 MMDH à fin novembre 2015, en augmentation de 0,7%. Cette hausse s'explique par l'accroissement des charges en intérêts de la dette intérieure de 1,1% (23 MMDH contre 22,7 MMDH) et par la baisse de celles de la dette extérieure de 2,8% (2,9 MMDH contre 3 MMDH).

Compensation

A fin novembre 2016, les émissions de dépenses au titre de la compensation ont été de 9,8 MMDH contre des émissions de 16,6 MMDH à fin novembre 2015, en diminution de 41,2% ou -6,8 MMDH.

SOLDE ORDINAIRE

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin novembre 2016 a été positif pour 6,4 MMDH contre un solde ordinaire négatif de 2,4 MMDH un an auparavant.

2.2.2- INVESTISSEMENT

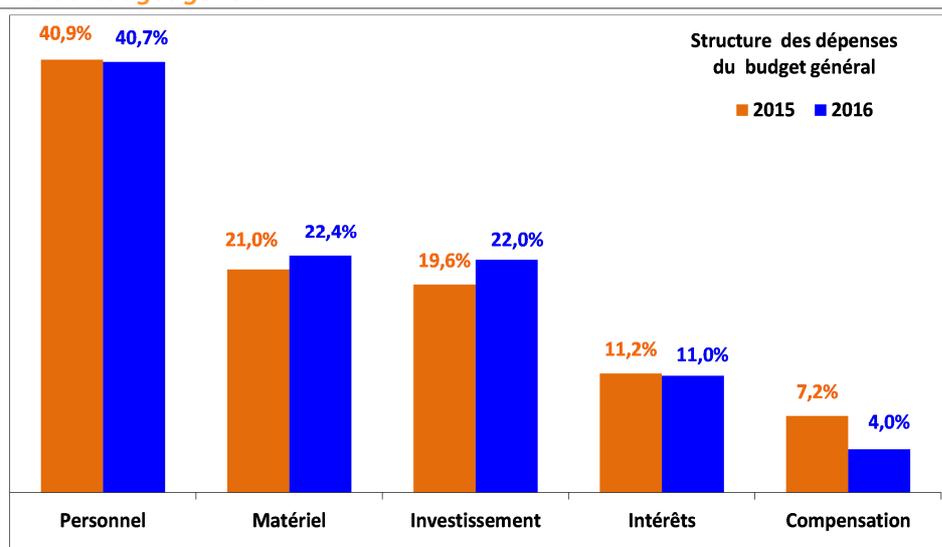
Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 51,7 MMDH à fin novembre 2016 contre 45 MMDH un an auparavant, en augmentation de 14,8%, suite à la hausse des charges communes de 36,7% et des dépenses des ministères de 4,9%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 14,7 MMDH contre 9,2 MMDH à fin novembre 2015.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2015	LF 2016	2016	Réalisé	Var%
Investissement total :	45 010	61 392	51 652	84%	14,8%
1- Ministères	31 068	40 524	32 594	80%	4,9%
2- Charges communes :	13 942	20 868	19 058	91%	36,7%
- Concours divers	9 200	16 353	14 723	90%	60,0%
- Ristournes d'intérêts	167	220	202	92%	21,0%
- Autres	4 575	4 295	4 133	96%	-9,7%

Structure des dépenses émises au titre du budget général

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin novembre 2015 et fin novembre 2016 fait ressortir une baisse de la part des dépenses de personnel, des intérêts de la dette et des émissions au titre de la compensation, conjuguée à une hausse de la part des dépenses de matériel et des dépenses d'investissement.



3- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 72,8 MMDH. Ces recettes tiennent compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 14,7 MMDH, de la rentrée de 4,5 MMDH au titre des dons des pays du Golfe et de 965 MDH représentant la part de l'Etat dans la cession de 40% du capital de Marsa Maroc.

Les dépenses émises ont été de 61,4 MMDH, dont 49,5 MMDH au titre des comptes d'affectation spéciale (CAS).

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 11,4 MDH.

	RECETTES			DEPENSES			Solde 2016
	2015	LF 2016	2016	2015	LF 2016	2016	
C.A.S	53 695	68 015	60 173	45 956	54 779	49 481	10 692
TVA des Coll.Terr.	20 467	23 789	20 718	22 382	23 789	22 959	-2 241
I.N.D.H	2 982	3 096	2 806	1 755	3 096	1 780	1 026
Soutien prix. prd.alim.	230	800	266	0	800	300	-34
F.S. Routier	2 304	2 500	2 356	2 501	2 500	2 456	-100
F.D. Agricole	2 436	500	3 116	2 800	500	2 512	604
Remploi domanial	1 154	1 440	1 075	840	1 440	938	137
Lutte contre chômage	1 464	567	1 702	1 326	567	1 447	255
Dons des pays du CCG	1 975	13 000	4 531	1	0	123	4 408
Appui Cohés. Social	4 554	4 200	2 916	1 794	4 200	2 245	671
F.S. Habitat	1 810	2 000	1 979	1 968	2 000	1 239	740
Dévelop. Sport	847	800	525	1 162	800	563	-38
Autres CAS	13 472	15 323	18 183	9 427	15 087	12 919	5 264
C. Dép. Dotation(*)	11 364	10 800	12 632	11 490	10 800	11 623	1 009
Autres C.S.T	46	121	41	319	1 128	327	-286
TOTAL	65 105	78 936	72 846	57 765	66 707	61 431	11 415

(*) Comptes de dépenses sur dotation

4- SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

A fin novembre 2016, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome ont été de 2,2 MMDH contre 2,3 MMDH à fin novembre 2015, en diminution de 4,1%.

Les dépenses émises ont été de 2,4 MMDH contre 1,7 MMDH à fin novembre 2015, en hausse de 42,6%.

SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME					
	2015	LF 2016	2016	Réalisé	Variation
Exploitation :	913	0	647		-29,1%
Recettes	2 112	2 225	1 944	87%	-8,0%
Dépenses	1 199	2 225	1 297	58%	8,2%
Equipement :	-251	0	-797		217,5%
Recettes	227	781	298	38%	31,3%
Dépenses	478	781	1 095	140%	129,1%

TAUX DE REALISATION DES PREVISIONS DE LA LOI DE FINANCES

A fin novembre 2016, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 90,7% des prévisions de la loi de finances, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 86,2% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 85,9%.

Réalisation des prévisions de la loi de finances 2016 en MDH				
	LF 2016	NOVEMBRE 2016	Taux de réalisation	Restes à réaliser
1- RECETTES ORDINAIRES	<u>209 156</u>	<u>189 613</u>	<u>90,7%</u>	<u>19 543</u>
1.1- Recettes fiscales :	191 695	168 399	87,8%	23 296
<i>Impôts directs</i>	85 504	72 671	85,0%	12 833
<i>Impôt sur les sociétés</i>	44 255	35 622	80,5%	8 633
<i>Impôt sur le revenu</i>	38 614	34 970	90,6%	3 644
<i>Impôts indirects</i>	81 008	72 308	89,3%	8 700
<i>TVA à l'intérieur</i>	22 122	17 686	79,9%	4 437
<i>TVA à l'importation</i>	33 386	30 656	91,8%	2 730
<i>Taxes intérieures de consommation</i>	25 500	23 967	94,0%	1 533
<i>Droits de douane</i>	7 903	8 337	105,5%	
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	17 280	15 083	87,3%	2 197
1.2- Recettes non fiscales :	14 161	18 592	131,3%	
<i>Monopole et participations</i>	8 330	7 440	89,3%	890
<i>Autres recettes</i>	5 831	11 152	191,3%	
1.3- Recettes de certains CST :	3 300	2 622	79,5%	678
<i>Fonds de soutien prix prdts alimentaires</i>	800	266	33,3%	534
<i>Fonds spécial routier</i>	2 500	2 356	94,2%	144
2- DEPENSES ORDINAIRES	<u>212 443</u>	<u>183 216</u>	<u>86,2%</u>	<u>29 227</u>
2.1- Biens et services :	167 809	147 583	87,9%	20 226
<i>Personnel</i>	106 776	95 651	89,6%	11 125
<i>Autres biens et services</i>	61 033	51 932	85,1%	9 101
2.2- Intérêts de la dette :	28 284	25 878	91,5%	2 406
<i>Intérieure</i>	24 299	22 977	94,6%	1 322
<i>Extérieure</i>	3 985	2 901	72,8%	1 084
2.3- Compensation	16 350	9 755	59,7%	6 595
<i>- Fonds de soutien prix prdts alimentaires</i>	800	300	37,5%	500
3- INVESTISSEMENT	63 892	54 905	85,9%	8 987
<i>- Fonds spécial routier</i>	2 500	2 456	98,2%	44

DEFICIT / EXCEDENT DU TRESOR

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 37 MMDH à fin novembre 2016, contre un déficit budgétaire de 42,9 MMDH un an auparavant.

ORDRES DE PAIEMENT EN INSTANCE DE VISA ET DE REGLEMENT

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 1,2 MMDH à fin novembre 2016 contre 2,5 MMDH à fin décembre 2015, soit une diminution de 1,3 MMDH.

5- FINANCEMENT

Compte tenu d'un besoin de financement de 38,2 MMDH contre un besoin de financement de 46,1 MMDH à fin novembre 2015 et d'un flux net positif de 2 MMDH du financement extérieur contre un flux net négatif de 1,7 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 36,2 MMDH contre un recours au financement intérieur de 47,8 MMDH à fin novembre 2015.

FINANCEMENT EXTERIEUR

A fin novembre 2016, le financement extérieur a été positif de 2 MMDH en raison du remboursement du principal de la dette extérieure pour 7,5 MMDH contre des tirages de 9,5 MMDH dont 5 MMDH auprès de la BIRD, 3,2 MMDH auprès de la BAD, 783 MDH auprès du Japon et 420 MDH auprès du FADES.

FINANCEMENT INTERIEUR

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 16,5 MMDH contre 45 MMDH un an auparavant;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 5,3 MMDH contre 1,8 MMDH à fin novembre 2015 ;
- et de la ponction sur les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 102 MDH contre une reconstitution de 890 MDH à fin novembre 2015.

Dépôts au trésor

Les dépôts au Trésor ont atteint 57,9 MMDH à fin novembre 2016, en augmentation de 5,3 MMDH par rapport à leur niveau de fin décembre 2015.

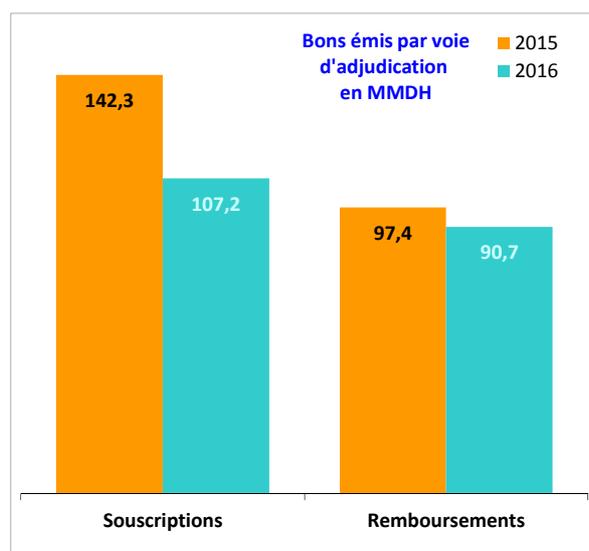
Disponibilités du Trésor

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 3,2 MMDH à fin novembre 2016 contre 3,3 MMDH en début d'exercice.

Dette intérieure

S'élevant à 489 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 3,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2015. Ceci s'explique par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 16,5 MMDH, résultant de souscriptions pour 107,2 MMDH et de remboursements pour 90,7 MMDH contre un recours pour un montant net de 45 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 142,3 MMDH et de remboursements pour 97,4 MMDH.

Encours de la dette intérieure					
	2015	Souscrip.	Rembour.	2016	Var %
Adjudications	470 104	107 208	90 691	486 621	3,5%
13 semaines	1 050	5 558,0	5 887,9	720	
26 semaines	984	7 859,1	1 844,2	6 999	
52 semaines	25 449	12 761,6	27 317,0	10 894	
2 ans	59 040	22 694,5	26 369,1	55 365	
5 ans	123 680	26 707,5	20 855,4	129 532	
10 ans	87 533	11 433,4	8 417,0	90 549	
15 ans	110 092	7 289,2	0,0	117 381	
20 ans	48 966	7 271,6	0,0	56 238	
30 ans	13 312	5 632,8	0,0	18 945	
Autres	1 631	3 384	2 644	2 371	45,4%
Total	471 735	110 592	93 335	488 992	3,7%



Opérations de la gestion active de la dette intérieure

A fin novembre 2016 et dans le cadre de la gestion active de la dette intérieure, le Trésor a procédé à des opérations de rachat et d'échange de bons, en vue de réajuster le profil de la dette, en remplaçant notamment, la dette hors budget (maturités inférieures ou égales à 2 ans) par la dette budgétisée (maturités supérieures ou égales à 5 ans).

Ces opérations ont porté sur un montant global de 25,1 MMDH.

RACHATS ET ECHANGES DE BONS DU TRESOR			
Maturités	Rachats	Echanges	
		Remboursés	Emis
52 semaines		3 361,0	
2 ans		10 869,5	
5 ans		9 722,4	9 243,7
10 ans	20,0	1 137,2	4 121,0
15 ans			3 689,6
20 ans			3 223,7
30 ans			4 592,4
Total	20,0	25 090,1	24 870,4